



Assurance chômage : pas d'accord acceptable sans droits nouveaux !*

Mercredi 14 mai à 17h, l'accord sur l'assurance chômage 2014-2016 du 22 mars sera corrigé d'une mesure que ses signataires, les organisations patronales et Cftc, Cfdt et Fo, n'avait visiblement pas étudiée avant de signer.

Les détails de cette correction restent mystérieux mais après avoir formellement sauvé les régimes intérimaires et intermittents, cette nouvelle victoire de la mobilisation est encourageante, car beaucoup reste à faire.

Le gouvernement ne doit pas cautionner ce projet d'accord et annoncer qu'il en refusera l'agrément car ce texte :

- Reprend pour l'essentiel le dispositif actuel qui exclu de l'assurance chômage la majorité des chômeurs et précaires ;

- Ne propose aucun financement nouveau pouvant contribuer à la fois à l'indemnisation de 100% des chômeurs et précaires et à un autre partage des richesses.

- Réduirait encore les droits des futurs chômeurs et ceux des précaires actuellement indemnisés que leur employeur soit public ou privé, que leur contrat de travail soit de type CDD, contractuel, intermittent, intérimaire, pigiste, à temps-partiel, vacataire...et cela sous prétexte de faire des économies au nom du « Pacte de responsabilité » comme l'a rappelé le Premier ministre

- Pourrait encore repousser la mise en oeuvre des droits rechargeables et maintiendrait l'injustice puisque les droits issus des emplois de moins de 150 heures (les plus fréquents) seraient toujours perdu lors du calcul de la nouvelle durée d'indemnisation et que son financement se ferait par la réduction des droits des futurs chômeurs et non par la taxation des employeurs profiteurs de la précarité.

Les collectifs AC ! appellent toutes et tous les chômeurs et précaires mais aussi les autres salariés à la mobilisation :

**Mercredi 14 mai
pour l'indemnisation de toutes les formes de chômages et de précarité, par une allocation personnelle et sans condition d'âge, en aucun cas inférieur au SMIC mensuel.**

Les collectifs AC ! participeront aux manifestations du jeudi 15 mai contre l'austérité appelées par les organisations syndicales de la fonction publique pour informer les contractuel-les, les vacataires et leur collègues sur les enjeux et initiatives de la mobilisation.

***Un emploi c'est un droit ! Un revenu c'est un dû !*
Mercredi 14 mai**

- Paris Ile de France : Manifestation unitaire contre le projet d'accord et pour des droits nouveaux. Rendez-vous à 15h face au Ministère du travail M° Varenne pour aller face au Medef où se tiendra cette dernière séance de « négociation »